





# Rapport d'activités

## 2018

### Editeur responsable

Eric Gillet

Président du Conseil  
d'Administration de RCN J&D

### Appel à contributions et suggestions

Pour toute contribution, suggestion ou  
remarque, veuillez nous contacter à  
l'adresse :

[info@rcn-ong.be](mailto:info@rcn-ong.be)

# Sommaire

**Editorial**

**RCN Justice &  
Démocratie en bref**

**République  
démocratique du  
Congo**

**République du Rwanda**

**République du Burundi**

**Royaume du Maroc**

**Union européenne**

**Rapport financier**

**Bailleurs de fonds**

**Structure et équipes**

# Editorial

RCN J&D aussi expérimente la mondialisation. Pour le meilleur comme pour le pire.

Commençons par le pire. « Si c'est là, c'est ici », avons-nous dit dans une série de témoignages prémonitoires. Car en réalité, il n'y a plus de « là » ni d'« ici ». Ces toponymes ont fusionné. L'Europe bruisse de remises en question de l'Etat de droit ; des gouvernements refusent d'exécuter des décisions de justice ; un secrétaire d'Etat assume infliger des actes de maltraitance à des migrants pour dissuader d'autres arrivées en vertu de la fumeuse théorie de l' « appel d'air », ce qu'assume d'ailleurs pour le même motif l'Union européenne en concluant son « partenariat » avec la Libye, ce qui vient de donner lieu à une plainte devant la CPI ; des citoyens sont poursuivis en justice pour délit de solidarité ; des barrières de barbelés sont érigées pour empêcher le passage des frontières ; la Justice est privée de magistrats et les Palais de Justice tombent en ruine, privant les justiciables de leur droit à un recours effectif devant un juge indépendant et impartial ; des discours d'exclusion sont proférés par des responsables publics, faisant le lit de partis extrémistes, dont certains parviennent à accéder à des gouvernements ; le droit pénal régresse par l'incorporation dans le droit commun de dispositions jusqu'ici propres aux régimes d'exception de l'état d'urgence ; l'aide médicale est refusée aux sans-papiers ; les violences faites aux femmes sont le lot quotidien de nos sociétés bien-pensantes et donneuses de leçons, au point que la notion de féminicide s'est imposée.

Je m'arrête là. Toujours est-il que le réfugié qui quitte chez lui pour fuir les violations de l'Etat de droit et de ses droits fondamentaux, éprouve des violations pire encore tout au long de son terrible voyage, en passant par la Libye, mais pas que, en traversant la méditerranée, pour errer des semaines en mer devant des ports fermés ou être repris par les garde-côte libyens ; si d'aventure il arrive de l'autre côté, il retrouve, pêle-mêle, les camps, la maltraitance, le mépris, l'absence de Justice, les poursuites policières à travers champs et forêts, parfois la mort au bout (la petite Mawda ou Blessing Matthew). Bref, de « là-bas » à « ici », un continuum de sévices, les symptômes de l'exclusion et d'un Etat de droit malmené. La mondialisation en marche.

A présent le meilleur. Des citoyens solidaires bravant la menace de poursuites judiciaires ; des élèves désobéissants qui quittent l'école pour manifester en faveur de politiques climatiques dont le cruel manque d'ambition causera des atteintes considérables aux droits fondamentaux de chacun ; des magistrats courageux, qui, ici et là-bas, bravent la peur et rappellent à nos gouvernants que la méconnaissance des droits fondamentaux menace la cohésion sociale, qu'il n'y a pas de société sans Justice ; des militants des droits de l'homme dont il faut saluer le courage et l'audace dans des sociétés où ces droits ne font plus l'unanimité dans l'opinion publique ; des équipes de RCN J&D au Nord qui travaillent auprès des jeunes en Belgique dans les écoles ou dans les communes afin de lutter contre les phénomènes de polarisation, de discriminations, d'enfermement et de préjugés ; des équipes de RCN J&D au Sud qui risquent jusqu'à leur vie pour porter les exigences de Justice, de solidarité et d'égalité dans des contextes politiques et sécuritaires toujours plus tendus, où planent à nouveau des menaces de manipulations des soit disant appartenances ethniques, voire des menaces de génocide, aux seules fins d'occupation du pouvoir. Parmi ces gens de bien, essentiellement des jeunes. Ce sont eux qui nous montrent que le repli sur soi n'est pas une fatalité ; ce sont eux qui entretiennent notre espérance que contre ces vents et ces marées contraires, nous allons vers un monde meilleur.

Enfin, 2019 sera l'année de nos vingt-cinq ans. Nous y ferons le bilan de la mémoire accumulée par RCN J&D pendant ce quart de siècle, dont il faut rappeler qu'il s'est ouvert par le génocide des rwandais tutsi. Que de chemin parcouru depuis dans la lutte contre l'impunité, qui a vu naître la Justice internationale, d'une manière qui n'était pas prévisible en 1994, mais aussi des expériences de Justice aussi inédites et intéressantes que les Gacaca, des chemins de réconciliation douloureux, des moyens citoyens de règlement des conflits, de nombreux succès mais bien entendu aussi des échecs et des déceptions. RCN J&D porte en son sein toute cette histoire, dont elle fut un acteur fécond, grâce à des gens visionnaires et formidables.

Eric Gillet,

Président

Créé au lendemain du génocide commis au Rwanda, RCN Justice & Démocratie est une ONG belge qui mène depuis 1994 des projets de reconstruction de l'Etat de droit dans différents pays en transition ou en développement.

**VISION :** « *Il ne peut y avoir de société sans justice.* »

**Mission :** « *Promouvoir et appuyer une Justice de Proximité et une Justice Transitionnelle, ainsi que des pratiques démocratiques dans des sociétés et des Etats en transition ou en développement et sensibiliser le public européen à la prévention des conflits.* »



**Objectif général 1 : Promouvoir et appuyer le (r)établissement de l'Etat de droit et le respect des droits de l'Homme en vue du développement durable.**

**Objectif général 2 : Promouvoir et appuyer la résolution des conflits du passé en vue de la prévention de nouveaux conflits et de la consolidation d'une paix durable.**

**Les objectifs stratégiques de RCN J&D :**

OS 1 : Justice de Proximité de qualité

OS 6 : Mémoire des crimes internationaux

OS 2 : Justice Transitionnelle de qualité

OS 7 : Cohésion sociale

OS 3 : Droits civils et politiques

OS 8 : Egalité homme-femme

OS 4 : Droits socio-économiques

OS 9 : Justice restauratrice

OS 5 : Justice pour les crimes internationaux

OS 10 : Lutte contre la discrimination

# République démocratique du Congo

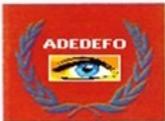
## Contexte

2018 s'est achevé, en République démocratique du Congo, par la tenue des élections présidentielle et législatives (nationales et provinciales). Si ce marqueur politique tant souhaité par la population mais également par les chancelleries étrangères s'est finalement déroulé, il n'en demeure pas moins que son processus de mise en œuvre a fait l'objet de moult rebondissements.

Au-delà de ces soubresauts politiques, d'autres événements ont continuer de mettre à l'épreuve bon nombre de Congolaises et Congolais: une famine extrême au Kasaï (deux millions d'enfants en malnutrition aigüe et sévère), une conférence de Genève appelant à la solidarité internationale pour 13 millions de Congolais mais boycottée par les autorités contestant l'ampleur des chiffres, plus de 140 groupes actifs et armés dans les Kivus, des violences intracommunautaires en Ituri ou encore des massacres à Yumbi (province occidentale du Mai-Ndombe) en décembre 2018 aux relents ethniques.

Dans ce contexte schizophrène, l'annonce de l'attribution du prix Nobel de la paix au Docteur Denis Mukwege n'a fait que davantage mettre en évidence ces contrastes, drames et joies de la vie du peuple de la RDC.

## NOS PARTENAIRES



## Deux projets mis en œuvre : **CONJUGUE – Congo Justice Genre Egalité (2017-2021)** et **RESTORE – Résistons à la Torture (2018-2020)**

### **Ce qu'on y a fait en 2018**

RCN J&D et ses partenaires ont déployé leurs actions en 2018 sur Kinshasa, à Tshikapa au Kasai et dans le Masisi au Nord Kivu avec pour objectifs : la recherche de changements positifs sur les comportements, une idée de justice qui réponde concrètement aux besoins des citoyens et qui joue davantage son rôle de contre-pouvoir pour l'édification d'un véritable Etat de Droit.



### **Lutte contre les abus de pouvoir et la corruption dans le système judiciaire**

RCN J&D et ses partenaires (OSD, COKESKI sur Kinshasa, ADEFEFO sur Tshikapa) ont mis en œuvre une série d'actions devant permettre l'amélioration des pratiques en matière de garde à vue : coachings des membres de la police par les parquets, tenue d'ateliers mixtes police-parquet, contrôles judiciaires agissant sur la ligne hiérarchique, monitorings des cachots par la société civile, tenue de tribunes d'expression populaire, plaidoyer des associations locales sur la thématique, prise en charge médicale et psychosociale des victimes de torture...

Le réseau de résistants à la corruption de Lubumbashi soutenu par RCN J&D en 2017 a continué autant que possible en 2018, sans appui supplémentaire, à se mobiliser, le temps de retrouver les voies et moyens de collaborer et de renforcer ces dynamiques positives dans le monde de la justice où la corruption semble bien ancrée.

La thématique de recherche de l'égalité de genre, mise en œuvre dans le Masisi s'intègre, en 2018, également dans cette rubrique par le travail effectué avec UCOFEM et COMEN pour déconstruire les stéréotypes de genre et les inégalités sociales qui en découlent pour les femmes et les filles face aux instances de pouvoir qu'elles soient communautaires ou étatiques.

## Soutien à la justice de proximité

En 2018, au Kasaï et au Nord Kivu, l'action de RCN J&D et de ses partenaires s'est concentrée sur l'appui aux mécanismes alternatifs de résolution de conflits, travail sur le lien avec justice informelle et formelle. Ceci afin d'une part d'éviter que ces mécanismes fort usités par la population n'aillent à l'encontre du respect des minorités et droits humains mais également pour faciliter au maximum leur connexion avec le niveau formel de justice. Alors que les tribunaux de paix ne sont pas établis partout sur le territoire et que la justice formelle est éloignée, qu'elle suscite de la méfiance et est perçue comme prédatrice par une population fragilisée, l'enjeu du travail sur l'informel est capital pour la paix sociale.

Les actions entreprises ont été notamment au Nord Kivu l'organisation de tribunes d'expression populaire sur la médiation, sur le concept de masculinité positive dans les communautés ciblées, sur les droits humains et sur le foncier (FAT).

La session est enregistrée par UCOFEM qui en fait une émission appelée « Sheria na Jamii » (« Loi et Société » en Swahili) diffusée ensuite au niveau des radios locales et de Goma . A noter également l'organisation de clubs d'écoute, qui ont porté sur les questions de l'héritage, la sécurisation des terres, la gestion des conflits fonciers en milieu rural, ainsi que le mariage et les régimes matrimoniaux.



La mise en place de 2 systèmes d'alerte précoce des conflits est également venue en renfort de ce dispositif de sensibilisation en 2018 : l'un sur les conflits fonciers (piloté par FAT) et l'autre sur les conflits familiaux (piloté par COMEN).

Cela s'ajoute aux actions suivantes : formation des facilitateurs communautaires, séances d'informations et d'échanges avec les forces de l'ordre, formation des acteurs MARC, coaching des acteurs MARC, formation des facilitateurs communautaires , appui aux réunions des groupes d'hommes engagés, formations de formatrices pour les femmes leaders, dialogues mixtes entre hommes et femmes engagés, formation des hommes et femmes engagés, rencontres entre acteurs MARC et Juridictions du Masisi, missions conjointes de plaidoyer, initiatives prises avec les organisations paysannes pour un partage d'expériences.

## Témoignage d'une habitante de Bweremana (Territoire du Masisi, Nord-Kivu) après une formation sur le leadership féminin

*« Je m'étonne et je suis surprise d'avoir toutes ces caractéristiques d'une femme leader telles qu'évoquées dans la formation. Je trouve donc que je suis une femme leader mais je ne le savais pas et je me négligeais, je ne croyais vraiment pas en moi et en ce que je faisais. Désormais je ne vais plus baisser les bras, je vais aller de l'avant »*



### La lutte contre l'impunité des crimes de masse

Dans le cadre du travail de mémoire et de lutte contre l'impunité des crimes de masse, RCN J&D et son partenaire UCOFEM se sont pour l'instant essentiellement concentrés sur la dimension « outreach », médiatisation et implication communautaire autour des procès qui se tiennent au Nord et au Sud Kivu principalement en matière de crimes internationaux. 2018 a été une année préparatoire et de recherche de financements sur cet axe. Un travail de synergie avec les organisations Avocats Sans Frontières et Trial International a été opéré pour donner lieu à une approche complémentaire et inclusive de la problématique pour 2019 à 2021.



### NOS BAILLEURS

**Coopération Belge au Développement (DGD)**

**Commission Européenne**

**Wallonie Bruxelles International**

# République du Rwanda

## Contexte

La justice liée au génocide des Tutsi et aux crimes de guerre commis au Rwanda en 1994 se déroule en ce moment essentiellement dans les pays tiers sur base du principe de la compétence universelle. Les populations rwandaises, des acteurs de la société civile et des médias, et même des praticiens du droit et institutions publiques ne disposent pas suffisamment d'information sur ces procédures afin d'être en mesure de les suivre, de les comprendre ou d'y participer. Au final, en l'absence de tout mécanisme d'appropriation, ces procédures pourraient échapper à la mémoire collective rwandaise et ne seraient pas susceptibles de produire les effets pédagogiques qu'on pourrait en attendre dans la prévention des crimes de masse, la promotion de la légitimité de la justice et la reconstruction de la cohésion sociale au Rwanda.

L'année 2018 a ainsi connu un nouvel élan donné avec l'ouverture en appel de deux procès sur base desquels RCN J&D a pu réaliser des activités touchant à tous les volets : sensibilisation des publics cible par les organisations de la société civile, couverture par les médias rwandais, dialogues avec les organisations des victimes, échange avec des étudiants dans l'enseignement supérieur, échange avec les institutions publiques et le renforcement des capacités des OSC partenaires.

## NOS PARTENAIRES



Association for Research and Assistance Mission for Africa

## NOS BAILLEURS

Coopération Belge au Développement (DGD)

SIDA

Wallonie Bruxelles International

## Deux projets mis en œuvre : SPJR (Strengthening Proximity Justice in Rwanda) et Justice et Mémoire

### Ce qu'on y a fait en 2018

Alors que le projet SPJR financé par SIDA est entré dans sa phase finale, l'équipe a déposé le projet UBU (*Ubutabera bwegerereye umuturage*) auprès des Pays Bas, avec une logique d'intervention similaire au projet SPJR en terme de justice de proximité mais plus axée sur le plaidoyer et la sensibilisation.

RCN J&D, a ainsi poursuivi la mise en œuvre des activités du programme avec ses partenaires Rwandais du SPJR ainsi que ceux du projet DGD Justice et Mémoire.



### SPJR (*Strengthening Proximity Justice in Rwanda*)

Le projet a permis de poursuivre le travail de renforcement de capacités des acteurs de la justice de proximité avec notamment les Abunzi (qui ont continué à recevoir leurs kits de fonctionnement pour leurs activités), les MAJ (Maisons d'Accès à la Justice), les JRLO's (*Justice, Rule of Law and Order*), RCN J&D a pu également travailler avec le Ministère de la Justice à l'établissement d'un système d'un suivi des performances des comités Abunzi. Le travail de sensibilisation n'a pas été en reste puisque les caravanes de justice ont permis de couvrir 5 districts (environ 241 000 personnes) et de continuer la mise en œuvre des dialogues communautaires (au moins 105 sessions) ainsi qu'une émission radio mensuelle et hebdomadaire. Enfin, un total de 1530 personnes (714 hommes et 86 femmes) au moins ont pu bénéficier d'une aide juridique individuelle gratuite fournie en marge des caravanes juridiques.

**Partenaires** : Arama, Haguruka et Tubibe Amahoro

## Justice et Mémoire

Après la mise en place du projet en 2017, la présentation, la mobilisation des institutions publiques et organisations parties prenantes se sont poursuivies en 2018. Il a ensuite été question de signer des avenants aux conventions de partenariat entre RCN Justice & Démocratie et les OSC partenaires HAGURUKA et Pax Press. Ces avenants avaient pour objet de déterminer les conditions de mise en œuvre du projet pour 2018.

Avec l'ouverture, dans un premier temps, du procès Octavien Ngenzi et Tito Barahira, et ensuite, l'ouverture du procès Théodore Rukeratabaro, le projet a pu faire ses premiers pas dans la mise en œuvre des activités d'outreach. Dans ce cadre, ont été organisés des ateliers des médias, des ateliers avec les organisations de la société civile, des sessions de dialogue avec les victimes et leurs organisations, des rencontres d'échange avec les institutions publiques, les premières rencontres universitaires, le suivi des procès avec diffusion des notes d'information, mais aussi des actions visant à assurer la couverture médiatique des procès. Enfin, des synergies entre ACNG belges ont été constituées et ont pu permettre d'initier un travail de renforcement de capacités des OSC partenaires communs.

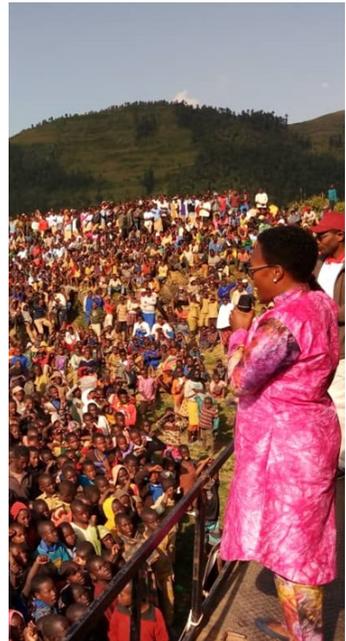
**Partenaires :** Pax Press, Haguruka , Association modeste et Innocent

### Moment phare de l'année

Le ministre de la Justice a affirmé lors d'une déclaration que « **80% des outils en vigueur pour le travail des Abunzi** » étaient le produit du travail de RCN J&D, démontrant une appropriation indispensable à la durabilité.

Reconnaissance des cliniques juridiques mobiles, les caravanes juridiques et de la pratique des dialogues communautaires comme meilleure pratique d'engagement communautaire en matière de justice de proximité.

Les magistrats impliqués dans le coaching des Abunzi ont formulé la demande d'être systématiquement associés au coaching des Abunzi afin de poursuivre le désengorgement des tribunaux.



# République du Burundi

## Contexte

L'année 2018 a été difficile pour RCN J&D ainsi que ses partenaires en raison d'un climat politique hostile envers les ONG.

Durant l'année 2018, RCN J&D, a poursuivi la mise en œuvre des activités du programme avec ses partenaires locaux, selon une planification et une budgétisation établie et conclue avec ses bailleurs. Néanmoins, la suspension des activités des ONGE survenue le 29 septembre 2018 a été le point culminant de la crispation du climat de la coopération internationale entre ONGE et autorités publiques. Malgré une volonté affichée par RCN J&D de se faire réenregistrer auprès du Ministère de l'intérieur, avec un dépôt de dossier de demande de réenregistrement par deux fois et un engagement de travailler avec l'OBEM dans les recrutements, sur une base sociale et non ethnique RCN J&D s'est vu refuser son réenregistrement. La 2ème lettre de refus de réenregistrement a été notifiée à RCN J&D le 2 janvier 2019. Cette suspension, qui visait les ONG internationales a impacté négativement les activités planifiées en 2018. Alors que RCN J&D venait de rompre son accord de partenariat avec son ancien partenaire local AJCB (en raison d'une crise institutionnelle interne survenue fin mai 2018) et s'apprêtait à signer un nouvel accord avec l'AFJB, le CNS a suspendu les activités des ONGE pendant 3 mois. Le volet du projet, notamment dévolu au partenaire local CAFOB, a par contre continué jusqu'en décembre 2018. Une stratégie de sortie de l'organisation a été pensée et partagée avec les bailleurs, la DGD et l'ambassade des Pays-Bas. Elle permet de poursuivre le programme dans l'intérêt des femmes et filles victimes de VBG assistées dans le cadre du projet et des employés de RCN J&D en vue de sauvegarder leurs emplois dans un environnement de pénurie socio-économique. RCN J&D envisage, en début d'année 2019, de signer des avenants aux conventions de partenariat avec ses partenaires locaux qui incluent le transfert d'anciens matériels et équipements de RCN J&D, le parc automobile, le parc informatique ainsi que le reclassement d'une partie de son personnel.

## NOS PARTENAIRES



## NOS BAILLEURS

**Coopération Belge au Développement (DGD)**

**Ambassade des Pays-Bas**

### **Contribuer à l'émergence de communautés apaisées et engagées au Burundi**

L'année 2018 a vu l'obtention par CAFOB d'un cofinancement de l'Ambassade de France au Burundi de 17.500 EUR. Alerté par RCN J&D sur l'opportunité de financement de l'ambassade, CAFOB a pu, avec l'accompagnement technique de RCN J&D, soumettre son projet à l'ambassade de France et a obtenu ce financement qui s'étend de juin à décembre 2018. Il convient de préciser que RCN J&D et CAFOB avaient convenu que les fonds obtenus serviraient au cofinancement du programme 2017-2021. Il ne s'agit pas d'activités nouvelles à mettre en œuvre avec ce financement mais bien d'un recours à ces fonds pour mettre en œuvre les activités prévues en 2018. L'utilité de ces fonds a d'ailleurs été précieuse lors de la période de suspension en permettant une certaine continuité des activités menées par CAFOB, RCN J&D ayant dû surseoir à transférer des fonds en raison de la suspension imposée par le Gouvernement.

Enfin, 2018 a permis la conclusion d'accord de cofinancement avec l'Ambassade des Pays Bas au Burundi d'un montant de 502.781,63 EUR pour la période allant de novembre 2018 à décembre 2019. Après une demande de financement d'un projet conjoint entre RCN J&D, CORDAID, Impunity Watch et ASF auprès de cette ambassade et refusée par cette dernière. RCN J&D a ainsi produit une lettre à destination de ce bailleur très impliqué dans le secteur de la Justice et du Genre, soulignant l'importance de la justice de genre au Burundi et la nécessité de ne pas occulter la situation des femmes vulnérables au Burundi, surtout en contexte de crise. Avec succès puisque RCN J&D s'est vu octroyé un cofinancement du programme DGD en cours. L'accord de financement a été signé le 12 novembre 2018.

La continuité des activités les plus cruciales a été assurée : ainsi malgré la suspension CAFOB a pu poursuivre les activités restantes pour l'année 2018. RCN J&D lui a transféré en décembre 2018 les frais de gestion et de fonctionnement qui lui manquaient pour la fin du dernier trimestre de l'année. Aussi, en raison de l'urgence de l'activité d'assistance judiciaire des victimes de VBG dont les dossiers étaient pendants devant les juridictions, RCN J&D a poursuivi ce financement direct jusqu'en décembre 2018. Les mesures prises par RCN J&D ont ainsi permis un redéploiement du dispositif de partenariat avec de nouvelles conventions spécifiques, un accompagnement renforcé et une autonomie accrue de nos partenaires CAFOB et AFJB. Ces mesures devraient permettre une reprise progressive des activités à partir de Avril 2019 avec notamment les activités suivantes pour CAFOB : poursuite de l'assistance psychologique et médicale des femmes victimes de VBG ; conception des spots et émissions radios ; suivi des activités par le point focal MiniGenre ; coordination mensuelle des staffs projets. Pour l'AFJB : assistance juridique et judiciaire des victimes de VBG ; formation des animateurs des concertations des acteurs de la chaîne pénale et de prise en charge sociale des victimes de VBG ; ateliers de concertation des ACPS ; descentes de suivi des activités par le point focal au sein du MiniGenre ; descentes d'accompagnement des animateurs des concertations ACPS ; descentes de coaching des relais locaux de prévention et contribution à la répression des VBG et la protection des victimes ; atelier de conception des spots et émissions radios.

### **Moment phare de l'année**

Dans les dialogues communautaires sur les successions, des discussions très nourries ont eu lieu sur base des situations réelles vécues par les participants qui suscitent des difficultés tant aux acteurs de proximité (élus locaux et autres Bashingantahe...) qu'aux juges des tribunaux de résidence suite à l'absence d'une loi régissant les successions.

Il a été noté, dans le cadre de nos activités, le cas d'une femme qui avait hérité de son père et qui voulait transmettre son héritage à ses enfants, ses frères l'en ayant empêché car ils voulaient s'arroger l'ensemble de l'héritage. Il nous a été rapporté qu'après avoir été saisi, le tribunal a reconnu le droit pour la fille d'hériter en pleine propriété et de transmettre l'héritage en vertu de la constitution, des lois et des traités internationaux, notamment de la CEDEF, ratifiée par le Burundi, qui prônent l'égalité de l'homme et de la femme en droits.

# Royaume du Maroc

## Contexte

Après plus d'une décennie de plaidoyer de la part des organisations marocaines de défense des droits des femmes, le Maroc a adopté **une loi de lutte contre les violences faites aux femmes le 14 février 2018**. Cette loi favorise des progrès. Ainsi, les violences faites aux femmes sont définies comme étant « tout acte basé sur la discrimination fondée sur le genre, qui soit de nature à causer un dommage physique, psychologique, sexuel ou économique à une femme ». Mais cette loi ne va pas suffisamment loin selon les associations des femmes et le Conseil National des Droits de l'Homme qui constate que la législation pénale reste « patriarcale et attentatoire aux libertés individuelles dans sa philosophie, sa structure et ses dispositions ». Ainsi, elle ne fournit pas de définition de la violence conjugale et ne considère pas explicitement comme un crime le viol d'une femme par son mari.

## NOS PARTENAIRES



## Coopération Belge au Développement (DGD)

### NOS BAILLEURS

Ambassade du Canada qui finance OAG 2000

Fondation Roi Baudouin qui finance IFJ

## Ce qu'on y a fait en 2018

Au Maroc, RCN J&D et ses partenaires cherchent à promouvoir des changements d'attitude genre vis-à-vis des violences basées sur le genre (VBG) au niveau de la population (prévention et soutien social aux victimes) et à soutenir des changements d'attitude genre au niveau du traitement des cas de VBG par les acteurs de la justice, les écoutantes des Centres d'écoute et les acteurs médiatiques, dans la Région de l'Oriental.

## Un projet mis en œuvre : **Programme Tamallouk**

**Partage d'expériences entre magistrats marocains et belges** : du 16 au 21 septembre 2018 6 magistrats marocains, accompagnés de la présidente d'OAG 2000, sont venus en Belgique. Plusieurs activités ont été tenues afin de renforcer les échanges du mois de décembre 2017 : rencontre avec l'IFJ, l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, le Parquet de Bruxelles, la Maison de Justice de Bruxelles, Praxis, le Family Justice Center de Malines et des magistrats de presse.



**Lancement des campagnes de sensibilisation dans les écoles** en mai 2018, afin de sensibiliser les enfants à l'égalité entre filles et garçons et au rejet des violences faites aux filles.

**Le dialogue stratégique Maroc** s'est tenu en octobre 2018 à Rabat suivi par le Forum des Acteurs non-gouvernementaux (ACNG) organisé par l'Ambassade de Belgique en coordination avec la DGD et les ACNG belges, et leurs partenaires au Maroc pour l'année 2018.



# Union Européenne

## Contexte

Le contexte européen de 2018 reste similaire à ce qui a pu être observé les années précédentes. Alors que l'Europe est déjà plongée dans un climat de polarisation sociale et politique, de racisme et d'exclusion, certains pays européens ont à nouveau été la cible d'attaques terroristes ce qui ne fait que renforcer les tensions et stigmatisations envers certaines franges de la population. La question de la gestion de la crise migratoire par les autorités européennes mais aussi plus spécifiquement belges reste également centrale. Ces personnes fuyant la guerre, l'extrémisme islamique ou encore la pauvreté extrême se retrouvent face à des frontières européennes toujours plus hermétiques. Les intérêts politiques et économiques de nos pays passent avant la (sur)vie d'autres personnes. A l'intérieur de nos frontières, les préjugés se maintiennent notamment envers les migrants ou les musulmans et les pratiques discriminatoires qui en résultent continuent de marquer le fonctionnement de la société belge.

### NOS PARTENAIRES



### NOS BAILLEURS

**Coopération Belge au Développement (DGD)**

**Wallonie Bruxelles International**

**Fédération Wallonie Bruxelles (dont DOB et Label Mémoire)**

**Un projet mis en œuvre : Construction de la citoyenneté et de l'Etat de Droit par la Transmission de la Mémoire et l'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire**

**Ce qu'on y a fait en 2018**

Le programme Europe travaille principalement sur deux publics cibles : les étudiants du secondaire supérieur (15-18 ans) et les jeunes des communes bruxelloises. L'objectif est de contribuer à la prévention des conflits à travers la lutte contre la discrimination, la polarisation et toute forme d'exclusion mais aussi contre la manipulation politique de la diversité.



**Animations scolaires:** la méthodologie utilisée a été améliorée notamment avec la révision des modules de formation proposés. Trois thématiques ont ainsi déjà été développées: lutte contre les stéréotypes et préjugés, développement de l'esprit critique pour une meilleure réaction et comment devenir acteur de changement. 800 jeunes ont ainsi été sensibilisés aux mécanismes qui mènent aux violences de masse mais aussi aux moyens d'y résister.

**Trajets formatifs dans les communes bruxelloises:** une dizaine de jeunes de Saint-Gilles et Auderghem ont été invités à réfléchir et analyser de manière ludique et participative des questions sociétales telles que l'exclusion sociale, les discriminations et préjugés (dont ils sont pour la plupart victimes en tant que jeunes issus de la migration) ainsi que leurs forces internes, tant individuelles que collectives afin de réaliser des changements positifs dans leur entourage et de contribuer au-vivre ensemble de leur commune.

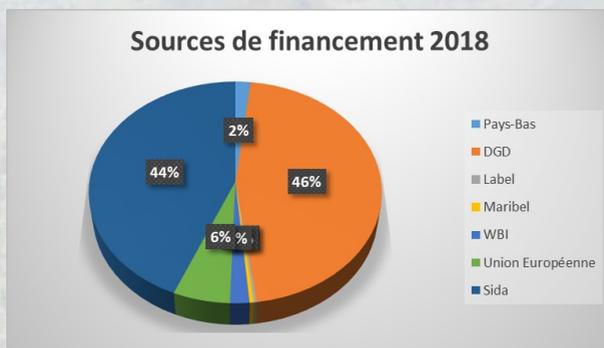
**Moment phare de l'année**

Même si, à Saint-Gilles nous avons dû faire face à un certain nombre de difficultés et que l'ensemble des activités prévues n'a pas pu être réalisé, les résultats obtenus ont été positifs puisque suite à ce parcours, certains jeunes réalisent des volontariats dans leur commune, une solidarité s'est installée entre les deux maisons de jeunes qui étaient auparavant davantage dans la rivalité et une vidéo retraçant le parcours des jeunes a pu être réalisée. Le parcours initié dans la commune d'Auderghem aboutira en juin 2019.

# Rapport financier 2018



**Le Rwanda est la mission RCN J&D rapportant le plus gros volume de recettes, suivie par la mission RDC.**



**Nos deux principales sources de financement : Sida et DGD, ce qui constitue un risque financier car notre dépendance à seulement deux sources de financement est trop forte. Notre objectif stratégique prioritaire est de diversifier l'origine et les sources de financement de l'organisation.**

CHARGES	2018	PRODUITS	2018
<b>Réalisation des programmes</b>		<b>Subsides programmes, dons et consortiums</b>	
Rwanda	1.427.403,57 €	Rwanda	1.548.610,52 €
Burundi	311.316,58 €	Burundi	353.886,74 €
Belgique/Europe	192.335,36 €	Belgique/Europe	208.238,75 €
R.D.Congo	1.015.890,23 €	R.D.Congo	1.115.324,58 €
Maroc	125.547,04 €	Maroc	136.876,90 €
Missions exploratoires	3.784,31 €	Consortiums	4.132,23 €
		Dons	115,00 €
<b>Services généraux (siège)</b>	<b>297.510,81 €</b>	<b>Autres produits d'exploitati</b>	<b>8.754,78 €</b>
<b>Charges financières</b>	<b>1.894,98 €</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>399,36 €</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>3.342,42 €</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>7.583,11 €</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>3.379.025,30 €</b>	<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>3.383.921,97 €</b>
		<b>Résultat</b>	<b>4.896,67 €</b>

### **Recettes en 2018 : 3.383.921,97 EUR**

Après la fin de mise en œuvre d'un important programme à l'Est de la RDC en 2016 et des contextes socio-politiques fragiles en RDC et au Burundi, RCN J&D a fait face, dès 2017, à une raréfaction des subsides notamment dans deux de ses contextes d'intervention. En 2018, les recettes ont légèrement augmentées de 8% par rapport à 2017, marquant ainsi la reprise progressive des activités, fortement ralenties en 2017.

### **Dépenses en 2018 : 3.379.025,30 EUR**

Les dépenses en 2018 ont légèrement augmenté de 10% par rapport à 2017 et cela tient principalement au recours à des consultants externes venant nous appuyer dans notre réflexion sur la réorganisation de notre structure. Il apparaît en effet essentiel de repenser notre structure organisationnelle afin de pouvoir appréhender plus sereinement les défis à venir, notamment la forte diminution de prise en charge par nos bailleurs de fonds des équipes travaillant au siège. Cet effort va se continuer en 2019.

L'année 2018 se clôture avec une recette de 4.896,67 EUR et marque ainsi sa 5<sup>e</sup> année de résultat positif en équilibre. Nous restons dans une logique de gestion prudente de l'association, étant fort dépendant de nos bailleurs de fonds qui représentent la quasi intégralité des sources de nos revenus. La diversification de nos bailleurs de fonds ainsi que des sources de financement reste un challenge prioritaire pour les années à venir.



# Structure et équipes

## À Bruxelles

### **Direction**

Direction : Martien Schotsmans

### **Equipe Programmes**

Responsable Programmes RDC : Anne-Sophie Oger

Responsable Programmes Burundi-Rwanda : Malik Ayari

Responsable Programmes Maroc: Loïse Mercier

Responsables Programmes Europe : Carla Sandoval

Chargée Pédagogique Programmes Europe : Harika Ronse

Chargée Pédagogique Programmes Europe: Sara Lanoye

### **Equipe Administration-Finances-Logistique**

Responsable Finances : Stephanie Patrois

Responsable RRHAL : Patricia Kela

Assistant AFL: Eli Blbeyi

### **Stagiaires & Bénévoles**

Bénévole comptabilité : Anne Reding

Stagiaires programmes : Tanya Walker et Kelly Nziza

Stagiaire administration et logistique: Serge Mapengo

### **Conseil d'administration**

#### **Président**

Eric Gillet

#### **Administrateurs**

Véronique Lefevere

Ladislav de Coster

François-Xavier Nsanzuwera, Secrétaire

Pieter Stevens, Trésorier

Pierre Vincke

Serge Bailly





## Sur le terrain

### **Burundi**

Chef de mission : Brian Menelet

Coordinateur de Projet et CdM a.i : Armand Ndayizeye

Chargé Administration, Finance, Logistique : Guide-Michel Bangura

Chargé des finances et administration : Isaïe Ndayikengurukiye

Chargé d'action sensibilisation : Cyprien Siyomvo

Assistante à la Coordination : Vivine Ndayisenga

Chauffeur-Logisticien : Jean Marie GAhuragiza

Chauffeur-Mécanicien : Jean Bosco Ndhokubwayo

Agent d'entretien : Salvator Hakizuburundi

### **République Démocratique du Congo**

Chef de mission : Emilie Venner puis Joel Phalip

Coordonnateur AFL : Fabrice Niyongabo

Coordonnatrice de projets : Charlotte Binet

Responsable Projets Goma : Emmanuel Chibike

Responsable Projets Tshikapa : Innocent Dunia

Responsable suivi et évaluation : Augustin Ilunga

Responsable Financier : Axel Ilya

Responsable Projets Kinshasa : Olivier Karume

Assistant Admin-RH-Logistique : Laurent Kibungo

Chauffeur : José Lelo

Assistant Admin RH et Logistique : Christian Masungi

Secrétaire caissière: Adolphine Mitangu

Assistant Projet : Hervé Nselele

Expert Plaidoyer : Junior Safari

Secrétaire caissière: Nadège Ucanda

## **Rwanda**

Chef de mission : Hugo Moudiiki Jombwe

Coordonnateur du projet « justice & mémoire » Juvens Ntampuhwe

Coordonnateur suivi, évaluation & capitalisation : Ishema Jerome

Coordinateur des projets : Jonathan Lea-Howarth

Coordonnateur relations extérieures : Rubagumya Jean Chrysostome

Coordonnateur administration, finance & logistique : Muhimpundu Ange-Victoire

Responsable formation & coaching : Nirere Angele

Responsable renforcement des capacités des OSC : Kabalisa Emmanuel

Responsable sensibilisations communautaires : Hitababyaye Jean Pierre

Responsable institutions locales & société civile : Mutebutsi Ntayoberwa Obedy

Responsable logistique : Mureganshuro Onesphore

Responsable comptabilité & finances : Murebwayire Donata

Responsable administration & RH : Mujawayezu Berthilde,

Formation & coaching : Kiruhura Feston -Mukabarere Gaudence -Murerwa

Séraphine -Ndayambaje Cassilde -Nsabiyumva Adolphe -Uwizeyimana Jeanne

Secrétaire programme : Mujawamariya Agnès

Spécialiste sensibilisations communautaires : Mukandinda Pélagie

Assistante de direction & éditrice : Kamayirese Epiphanie

Assistant logisticien : Rusatira J.M.Vianney

Mécanicien : Nzamurambaho Emmanuel

Assistant finances : Twizeyimana Théogène

Chauffeurs : Gaga Ernest – Kanani Antoine – Masumbuko Haruna – Ntaganira

Boniface – Nzabonimpa Polycalpe – Rutarama Jean Claude

Veilleurs : Munyantore Félicien – Niyonshuti Dan – Kanamugire Godan –

Nsabimana Benjamin

Ménagères : Mukankusi Marie Therese – Nyiransengimana Clothilde

# Merci à nos bailleurs



**Belgique**

partenaire du développement



Wallonie - Bruxelles  
International.be



**SWEDEN**



**FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES**



Royaume des Pays-Bas

RCN Justice & Démocratie profite de l'occasion pour remercier tous les acteurs qui soutiennent ses activités et qui contribuent à aider les populations des pays où nous intervenons;

A toutes les autorités des pays où nous sommes engagés, aux autorités belges et européennes;

A l'ensemble de nos partenaires et bailleurs de fonds;

A l'ensemble de notre personnel, aux volontaires et stagiaires;

Ainsi qu'à tous nos donateurs et lecteurs,

# Merci !

## Votre soutien ici nous aide à faire la différence là-bas

TOUT DON SUPÉRIEUR A 40 EUROS EST DEDUCTIBLE FISCALEMENT

COMPTE N° 732-0387296-26 : Avec la mention « **Don** »

BIC = SWIFT : CREGBEBB

IBAN : BE59.7320.3872.9626



RCN Justice & Démocratie ASBL

Boulevard Adolphe Max, 13/17 / 1000 Bruxelles

Tél : +32 (0) 2 347 02 70 / Fax : +32 (0) 2 347 77 99

Mail : [info@rcn-ong.be](mailto:info@rcn-ong.be) / Site : [www.rcn-ong.be](http://www.rcn-ong.be)